



En Ethiopie, la famine côtoie l'abondance

ENJEU • Alors que des millions de personnes meurent de faim dans la Corne de l'Afrique, des investisseurs étrangers récoltent dans la même région des tonnes de céréales à destination de l'Asie ou des pays du Golfe.



Brûlis de savane réalisé pour l'investisseur indien Karmjeet Singh Sekhon en vue d'agrandir ses champs dans l'ouest de l'Ethiopie. On estime que d'ici à 2030, dans les pays en développement, chaque année, six millions d'hectares de terres agricoles seront louées en plus. INFOSUD

TERRES SPOLIÉES, CONTESTATION OPPRIMÉE

Au moment où le sud de l'Ethiopie souffre de la famine découlant de la sécheresse, une enquête de Survival International démontre que des tribus indigènes sont spoliées de leurs terres agricoles, afin de les allouer à des compagnies étrangères qui y pratiqueront une agriculture intensive d'exploitation, a communiqué hier l'ONG.

De grandes étendues de terres de la vallée de l'Omo, au sud-ouest du pays, ont été cédées à des compagnies malaisiennes, italiennes et coréennes, ou sont directement gérées par l'Etat, précise le communiqué. Le gouvernement projette d'étendre à 245 000 hectares la superficie des terres, principalement destinées à la culture de la canne à sucre. Les 90 000 autochtones de la région dépendent de leur terre pour leur survie.

Les tribus de la vallée de l'Omo sont pour le moment relativement à l'abri de la famine, ajoute Survival. Mais le gouvernement veut convertir ces fermiers, éleveurs et chasseurs en ouvriers agricoles. Ils pourraient tout simplement être expulsés de leurs terres.

Le projet gouvernemental induit la construction de barrages, dont celui de Gibe III qui deviendra le plus grand d'Afrique. Les eaux seront détournées au profit de l'irrigation des cultures intensives, laissant aux tribus la seule eau des crues annuelles.

Les populations locales n'ont jamais été consultées et toute contestation est réprimée par l'emprisonnement et la torture, souligne Survival en se fondant sur le témoignage d'un visiteur. RA

PHILIPP HEDEMANN

Il fait un peu moins de 40°C. Accroupi, un jeune garçon arrache la mauvaise herbe qui a poussé au milieu d'un champ de canne à sucre. Un indien passe derrière lui en l'observant du coin de l'œil. Red a 8 ans et il gagne 80 centimes par jour de travail dans ce champ de l'ouest de l'Ethiopie. C'est moins cher que les pesticides utilisés. Le fermier indien devrait gagner des millions dans les trois années à venir, en exportant ces récoltes loin de l'Ethiopie.

Dans l'un des pays les plus pauvres au monde, l'accaparement des terres agricoles ne fait que commencer, et au pire moment. L'Ethiopie a faim. La sécheresse dévastatrice qui frappe

toute la Corne de l'Afrique depuis quelques mois menace plus de 10 millions de personnes.

«Ici c'est encore une région désertique, mais bientôt nous allons y construire de nouveaux champs de canne à sucre et d'huile de palme», confie Karmjeet Singh Sekhon, à bord de son pick-up Toyota. A droite et à gauche de la piste, la brousse est déjà en feu. A 68 ans, l'investisseur indien est pressé. Son énorme ferme dans l'ouest de l'Ethiopie couvre une superficie de 300 000 hectares, une des plus grandes de la région.

Course aux biocarburants

En 2008, à la suite de la hausse drastique du prix des produits alimentaires, et des fa-

mines qui en ont résulté, une course sans précédent a été lancée pour s'accaparer les surfaces agricoles en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie. Selon un rapport de la Banque mondiale, 45 millions d'hectares de terres ont été loués en 2009. On estime que d'ici à 2030, dans les pays en développement, chaque année six millions d'hectares de terres agricoles seront loués en plus, dont les deux tiers en Afrique sub-saharienne et en Amérique du Sud. Des hectares de terres utilisés non seulement pour nourrir des pays comme l'Inde ou les Etats du Golfe, mais aussi un moyen pour ces pays de jouer les premiers rôles dans la course à la production de biocarburants.

«L'accaparement des terres pose un grand risque. Le voile du secret qui règne sur ce commerce doit être levé, afin que les personnes pauvres ne paient pas le prix fort et perdent leur terre», affirme Ngozi Okonjo-Iweala, directrice de la Banque mondiale. Il y a vingt-six ans, la terrible famine qui a frappé l'Ethiopie avait tué plus d'un million de personnes, malgré l'aide internationale. Ce scénario pourrait se reproduire. Actuellement, la plupart de la nourriture est importée.

Bradage du pays

En Ethiopie, près de 85% de la population vit de l'agriculture. Mais la plupart des maigres champs restent stériles et sont toujours travaillés avec des mé-

thodes archaïques. Les terres donnent l'un des rendements les plus bas au monde. Le gouvernement éthiopien espère profiter de la location de ces surfaces agricoles aux investisseurs étrangers pour lancer une vague de modernisation. Toutes les terres appartiennent au gouvernement d'Addis-Abeba, qui espère dans les années à venir en consacrer trois quarts à l'agriculture. Un objectif ambitieux, car pour l'instant «seulement» 3,6 millions d'hectares, principalement dans l'ouest du pays, ont été cédés aux investisseurs.

Mais la donne pourrait changer rapidement, avec un prix modique de location de 5 francs par hectare et par année. L'Ethiopie est devenue un terre de prédilection pour les entreprises d'in-

vestissement dans l'agro-business. Au désespoir des agriculteurs locaux comme Ojwato.

Le paysan se dresse devant son champ d'à peine un hectare. Il ne lui faut que quelques minutes pour le traverser. Bien loin des heures de routes que doit effectuer Karmjeet Singh Sekhon à bord de sa jeep pour traverser ses champs de canne à sucre. A l'idée que dans les champs voisins, les récoltes sont exportées à l'étranger, alors que le pays est au bord de la famine, il fulmine. «Les étrangers avaient promis d'apporter l'électricité, de l'eau et des hôpitaux en échange. Mais au final, seuls quelques-uns d'entre nous ont trimé dans leur champs pour être mal payé en plus». INFOSUD

Les Somaliens affluent dans des camps surpeuplés

Assise sur un sol sablonneux derrière des barbelés, Yasmin Abdikadir attend son tour devant l'un des centres d'enregistrement de réfugiés de Dadaab, dans l'est du Kenya. Sous ses vêtements, la jeune Somalienne protège d'un soleil de plomb son nourrisson né sur la route. Yasmin Abdikadir a quitté Mogadiscio il y a une vingtaine de jours. Son mari avait «fui dans une autre direction». Elle n'a pas pu le retrouver.

Accompagnée de ses cinq enfants, elle a entamé une périples dans un mini-bus qui s'est fait intercepter par «des milices et des voleurs». Elle a continué à pied, enceinte. «J'ai accouché avec l'aide des gens avec qui je voyageais», raconte-t-elle. C'était il y a quatre jours, la veille de son arrivée à Dadaab, le plus grand

complexe de camps de réfugiés au monde.

Le camp devant lequel attend la jeune femme de 23 ans, celui de Daga-haley, enregistre 600 à 700 nouvelles personnes par jour, selon le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR). Le flot de nouveaux arrivants est tel à Dadaab que les réfugiés doivent s'installer dans des abris de fortune, des huttes faites de branches recouvertes de plastique, à l'extérieur des délimitations officielles des camps. Les gens «s'éloignent de plus en plus», ce qui complique la distribution d'eau, de nourriture, les soins, explique Michael Adams, de l'organisation humanitaire CARE Kenya.

A Dadaab, la commissaire européenne aux affaires humanitaires

Kristalina Georgieva a jugé que l'extension du complexe était pressante. En s'installant hors des limites des camps, les réfugiés «empiètent sur les terres des populations locales, ce qui crée des tensions».

La communauté internationale a récemment pressé le Kenya d'ouvrir un nouveau camp. Doté de maisons en brique et d'écoles flambant neuves, le complexe pourrait accueillir des dizaines de milliers de personnes et aurait dû commencer à recevoir du monde en novembre dernier, relèvent des travailleurs humanitaires. Mais les humanitaires se heurtent à une résistance du Kenya, qui juge le flot de déplacés somaliens désormais intenable et insiste pour que d'autres solutions

soient trouvées. M^{me} Georgieva a promis de discuter du sujet avec Nairobi, tout en reconnaissant que le pays, lui-même frappé par la sécheresse, avait déjà beaucoup fait.

En Somalie, la sécheresse est aggravée par deux décennies de guerre civile. L'ONU a décrété en état de famine deux régions du sud contrôlées par les insurgés islamistes shebab et la population fuit par milliers vers le Kenya et l'Ethiopie. Mais la catastrophe climatique, la pire en des décennies, touche toute la Corne de l'Afrique. Les camps de Dadaab abritent aujourd'hui, selon l'ONU, quelque 380 000 réfugiés, plus de quatre fois plus que la capacité prévue lors de leur ouverture il y a 20 ans. «On n'a jamais vu autant de gens arriver en si peu de temps et

dans de si mauvaises conditions», note William Spindler, du HCR. «Même quand ils reçoivent des soins en arrivant, c'est parfois trop tard.»

Mi-juin, Médecins sans frontières (MSF) a réalisé à Dadaab une rapide évaluation nutritionnelle auprès de 500 enfants âgés de 6 mois à 5 ans: 37,7% d'entre eux souffraient de malnutrition aiguë, dont 17,5% faisaient face à un risque élevé de décès. De plus en plus sous pression, le Kenya suggère, lui, de créer les conditions pour ouvrir des camps en Somalie même.

Le HCR a décidé d'étendre sans plus attendre les capacités des camps de Dadaab. Il compte ouvrir deux nouveaux sites, qui devraient pouvoir dès lundi accueillir quelques centaines de familles dans des tentes. ATS/AFP